

## LE CONSENSUS....

L'offensive anti-ouvrière et antidémocratique se poursuit sur tous les plans.

Le 16 décembre, j'ai pu assister à la première réunion du *Conseil académique de l'Éducation nationale* qui avait à traiter des schémas de formation pour l'horizon 1990.

Ce conseil académique fait partie des innombrables commissions et sous-commissions mises en place par le pouvoir pour tenter d'intégrer les organisations syndicales et les associer à sa politique.

Je dois dire que j'ai été absolument effaré, notamment des positions défendues dans cette instance par les représentants de la C.G.T. et de la F.E.N. Je ne parle pas, bien entendu, de la C.F.D.T. dont les positions ont au moins le mérite de s'inscrire dans une politique cohérente qui a toujours été la sienne, c'est-à-dire celle du catholicisme social.

En ce qui concerne les représentants de la C.G.T. et de la F.E.N., qui, pour la plupart, ont la double casquette de militants syndicaux et politiques (P.C.F.), toutes les critiques qu'ils ont formulées portaient sur des points de détail, autrement dit, ils ont affirmé leur accord avec les orientations gouvernementales, se bornant à constater qu'elles étaient mal appliquées. .

Or, quelles sont ces orientations? Elles sont d'une clarté aveuglante. Il s'agit ni plus ni moins que d'adapter les *«formations»*, c'est-à-dire les programmes et les diplômes de l'enseignement technique, aux besoins de l'économie régionale ou... de l'absence d'économie. Telle est la logique de la loi de décentralisation. Dans les départements où il y a des chômeurs, on formera.... des chômeurs, c'est-à-dire des hommes qui n'ont pas besoin d'être instruits, si ce n'est que d'un seul précepte: *«Heureux les pauvres d'esprit car le royaume des deux leur appartient!»*.

On est loin de l'institution scolaire voulue par Condorcet et mise en place par Jules Ferry.

Il faut dire que lorsqu'on assiste à de tels débats (j'allais dire palinodies), on mesure très exactement les limites des positions antigouvernementales affichées par la C.G.T. et le P.C.F.

Il serait facile de multiplier les exemples. Aujourd'hui, la classe ouvrière ne dispose plus d'aucune représentation politique susceptible de peser efficacement sur la situation.

Bien entendu, cette situation est désastreuse pour les intérêts des travailleurs qui voient leurs conditions d'existence se détériorer chaque jour un peu plus, mais elle est également grave pour le devenir démocratique dans ce pays, d'autant que le caractère bonapartiste de nos institutions s'aggrave un peu plus chaque jour.

Notre camarade André Bergeron a réaffirmé notre volonté de défendre le régime de protection sociale.

En matière de Sécurité Sociale, comme dans d'autres domaines, le gouvernement maquille les cartes, et Bergeron a bien raison de contester l'optimisme officiel dont font preuve G. Dufoix et P. Bérégovoy.

Avec plus de 3 millions de chômeurs, y compris les T.U.C. qui ne cotisent pas à la Sécurité Sociale, il serait surprenant que les régimes de protection sociale soient excédentaires. Il est vrai que pour ce gouvernement réactionnaire, seul compte le niveau de l'indice INSEE: 3 points d'indice contre 3 millions de chômeurs, telle semble être leur philosophie.

Nos excellences feraient cependant bien de réfléchir aux conséquences de leurs actes que ce soit sur le plan syndical ou politique, on peut être assuré que la classe ouvrière aura finalement le dernier mot.

Récemment, la Fédération du P.S. a eu maille à partie avec les travailleurs en colère de chez Dubigeon. On

aurait tort de ne voir dans ces incidents qu'une provocation montée par la C.G.T. dont on vient de constater qu'elle était finalement d'accord avec le gouvernement. La colère des travailleurs de chez Dubigeon est annonciatrice d'événements infiniment plus graves dont nos gouvernants porteront l'entière responsabilité.

**Alexandre HÉBERT.**

-----